

# du «communautarisme européen»

### 3- La question des victimes

En réponse à la question du nombre de victimes provoqué par la guerre entre 1954 et 1962, l'historien Benjamin Stora, après avoir relevé la difficulté d'établir de manière rigoureuse le chiffre des victimes d'un conflit violent, cite les estimations qu'il considère comme les plus sérieuses. «La guerre aurait fait près de cinq cents mille morts, en grande majorité des Algériens musulmans (près de quatre cents mille). Le total des pertes françaises militaires se situe autour de trente mille hommes. On compte environ quatre mille morts dans la population européenne d'Algérie».<sup>(14)</sup>.

Citant les chiffres figurant au bilan établi par l'armée française à la date du 24 février 1962, Kamel Kateb situe ainsi le nombre de morts européens à deux mille trois cent quarante-six (2 346)<sup>(15)</sup> et apporte les précisions sur la question controversée des disparitions. «Le nombre d'Européens disparus après le cessez-le-feu s'élève, selon le gouvernement français, à 3 018 dont 745 ont été retrouvés. Sur les 2 773 restants, 1 165 sont décédés, 165 faisaient l'objet d'enquête et il y a eu 973 interruptions de recherche par manque d'informations.»<sup>(16)</sup>

L'ordre de grandeur que situent les sources françaises ne devrait pas appeler de commentaire sinon le constat qu'aux yeux des porte-parole du communautarisme européen il ne saurait y avoir d'égalité, y compris devant la mort, pour des «Arabes».

L'Algérie, enserrée depuis l'indépendance dans l'énoncé mythique du «million et demi» n'a, selon toutes apparences, établi aucun bilan documenté des victimes algériennes quand bien même la question des droits, des pensions, des victimes de la guerre et de leurs ayants droit soit devenue récurrente dans les débats de la classe dirigeante algérienne.

De toutes les victimes algériennes de la guerre d'indépendance, mention particulière doit être faite de celles du terrorisme européen dont l'OAS allait être, entre février 1961 et juin 1962, l'expression la plus violente.

Il suffirait, à ce propos, de revenir aux bilans établis en temps réel par les autorités françaises, pour fixer l'ordre de grandeur de victimes musulmanes — généralement civils sans armes — des groupes de l'OAS et Oran aura été, de notoriété publique, le théâtre le plus meurtrier, après Alger, du terrorisme européen.

### 4- L'abandon de l'Algérie et les vérités d'un exode

Cette violence s'est aussi, politiquement au moins, appliquée aux Européens d'Algérie, obligés, sous peine de sanctions,

de rester en Algérie au moment où leur présence et leur soutien étaient encore considérés comme décisifs par l'organisation. La chute, au printemps 1962, des principaux chefs de l'OAS — Salan, Jouhaud, Degueldre — ajoutée aux conflits violents de pouvoir et aux effets de la politique de la terre brûlée, contribuait au délitement de l'organisation secrète et incitait au départ d'un nombre de plus en plus important d'Européens.

Les images — sans doute pathétiques — de familles en attente d'un avion ou d'un bateau, qui continuent de tourner en boucle à chaque évocation de l'Algérie et de sa guerre d'indépendance, imposent une représentation assurément partielle et partielle des événements aujourd'hui communément présentés comme «un exode imposé».

Cette séquence, pour les lectures qu'elle continue d'alimenter du départ des Européens d'Algérie, appelle l'examen et notamment d'utiles rappels.

Le plus important d'entre eux tient aux engagements pris, dans le cadre des accords d'Evian, par le GPRA et le gouvernement français d'assurer la sécurité des biens et des personnes de la communauté européenne en sus des droits politiques et civiques reconnus par une binationalité de fait ouvrant droit au libre choix de la nationalité au terme de trois années.

Les négociateurs algériens avaient aussi consenti au principe de l'amnistie des actes liés à la guerre et cela couvrirait clairement ceux commis par l'OAS entre autres.

Le choix du départ obéissait-il à d'autres considérations et sans doute pour une part importante de ceux qui portaient celles de l'engagement dans les rangs de l'OAS avaient été déterminantes.

Ceux-là — et ils étaient nombreux — gagnaient le territoire français moins en victimes qu'en vaincus d'une guerre qu'ils avaient choisi de livrer aux Algériens d'abord, aux forces armées françaises ensuite.

Les conditions du départ, conférant de fait à l'abandon volontaire de la terre algérienne, frappent d'inanité la thèse, longtemps ressassée par l'OAS dans son combat contre la politique algérienne du général de Gaulle, de stigmatisation de l'abandon.

Mais qui avait abandonné l'Algérie ? Le général de Gaulle qui travaillait à redéfinir la place de la France dans le monde en la sortant de ce qui était nommé «le borbier algérien» ou les Européens qui avaient reçu toutes les garanties pour continuer à y vivre et y travailler ?

Sur un autre registre, la thèse de l'exode imposé laisse entendre que le FLN, par sa violence, aurait accéléré le processus du départ et il n'est même pas étonnant que les

tenants de ce discours rappellent, sans souci de contradiction, que le FLN était «militairement battu». Pour ceux qui s'en tiennent aux faits, la position du FLN avait été exprimée par le GPRA et par son président Benyousséf Benkhedda : «Pour nos militants civils ou en armes, la consigne est d'observer le calme le plus absolu.»<sup>(17)</sup>

La convocation, en France, par les dizaines d'associations et d'amicales d'Européens d'Algérie de la mémoire du «pays perdu» continue de se faire au prix de la scotomisation des faits, du déni de leurs responsabilités dans la guerre et il s'en trouve encore, un demi-siècle après l'indépendance, — comme ce fut le cas fin mars, à Marseille lors de la manifestation co-organisée par la revue *Marianne* et le quotidien algérien *El Khabar* — pour crier «FLN assassins».

### 5- Le lobbying «rapatriés»

Le terme «rapatriés» a été, ces dernières années notamment, quasiment érigé en générique désignant Européens d'Algérie installés en France, voire pour certaines associations les anciens harkis. C'est généralement à cette enseigne que se signalent les manifestations en liaison avec l'Algérie.

Sans entrer dans le détail des organisations en charge, à titres et objets divers de ces populations<sup>(18)</sup>, l'appellation de «rapatriés» a pu acquérir une visibilité dans l'espace public français et paraît fédérer différentes manifestations commémoratives.

Du strict point de vue de l'histoire, est-ce dans l'urgence que les pouvoirs publics français avaient été contraints d'organiser l'accueil inopiné d'un flux imprévisible par sa taille et ses rythmes d'Européens d'Algérie et mis en place, en conséquence, les instruments politiques et administratifs de ce qui avait été alors désigné comme «rapatriement».

Ces opérations n'ont pas concerné les Européens d'Algérie ayant fait le choix du départ avant la fin de la guerre y compris en 1962 et plus particulièrement ceux qui avaient fait celui de rester en Algérie<sup>(19)</sup>.

Ainsi donc, cette notion apparaît bien connotée politiquement et ne couvre pas l'ensemble des flux générés par sept années et demie de guerre.

L'autre aspect de la question tient au fait que les Européens d'Algérie, qui n'avaient eu de cesse de se distinguer des «pathos» de métropole, gagnaient, pour la plupart d'entre eux, un pays dans lequel ils n'avaient guère de racines.

La France était certes leur Etat d'appartenance mais si peu leur patrie de référence et la stratégie de reconduction, particulièrement dans le sud du pays, d'îlots «Algérie françai-

se» signale bien les difficultés d'une francisation in situ<sup>(20)</sup>.

Le soutien des partis politiques de droite et d'extrême droit au lobbying «rapatriés», les relais médiatiques dont il dispose — on peut s'étonner, à titre d'exemple, qu'un cinéaste documenté comme Alexandre Arcady puisse évoquer «l'exode d'un million et demi de personnes» sans être repris par l'animateur de l'émission «La bibliothèque Médicis» El Kabbach pourtant réputé averti sur la question algérienne — marquent bien à quel point l'examen de conscience, sur la question coloniale et ses conséquences, demeure rédhibitoire aux élites politiques françaises.

Mais il convient bien de marquer sans ambiguïté que les silences, les occultations, les manipulations et les mensonges de ce côté-ci de la Méditerranée ont largement donné du grain à moudre aux thèses du communautarisme européen et laissé entacher, sans réponse, la charge fondatrice de l'année 1962 pour le destin national algérien.

A. M.

#### NOTES

- 1- Menard (Robert) et Rolando (Thierry) : *Vive l'Algérie française*. Broché. 2012.
- 2- Kateb (Kamel) : *Européens, «Indigènes» et Juifs d'Algérie.1830-1962* Editions El Maarifa Alger 2010.
- 3- Kateb (Kamel) Op cité.
- 4- Pervillé (Guy) Intervention au colloque du Sénat français 30 juin 2012.
- 5- Peyroulou (Jean-Pierre) *Guelma 1945 (Une subversion française dans l'Algérie coloniale)* Editions La Découverte Paris 2009.
- 5- Peyroulou (Jean-Pierre) Op cité.
- 6- Ibidem.
- 7- Chemouili (Henri) *Histoire d'une diaspora méconnue : Les juifs d'Algérie*. Editions à compte d'auteur Paris 1976.
- 8- Peyroulou (Jean-Pierre) Op cité.
- 9- Ibidem.
- 10- Rapport de la Wilaya II historique — Alger 1984.
- 11- Peyroulou (Jean-Pierre) Op cité.
- 12- Legendre (Bertrand) : *Confessions du n°2 de l'OAS* Editions Les Arcanes Paris 2012.
- 13- Stora (Benjamin) *La guerre d'Algérie racontée à tous* Editions du Seuil Paris 2012.
- 14- Kateb (Kamel) Op cité.
- 15- Ibidem.
- 16- Ibidem.
- 17- Farès (Abderrahmane) *La cruelle vérité* Casbah Editions Alger 2000.
- 18- Calmein (Maurice) : *Les associations pieds-noirs*. 1962 (1994 SOS Outre-mer 1994).
- 19- Daum (Pierre) *Ni valise ni cercueil* Editions Acte Sud 2012.
- 20- Stora (Benjamin) *Un transfert de mémoire* Casbah Editions Alger.

## ANNEXES

# Extraits des accords d'Évian

Des droits et libertés des personnes et de leurs garanties\*

1) Dispositions communes

Nul ne pourra faire l'objet de mesures de police ou de justice, de sanctions disciplinaires ou d'une discrimination quelconque en raison :

- D'opinions émises à l'occasion des événements survenus en Algérie avant le jour du scrutin d'autodétermination ;
- d'actes commis à l'occasion des mêmes événements avant le jour de la proclamation du cessez-le-feu.

Aucun Algérien ne pourra être contraint de quitter le territoire algérien ni empêché d'en sortir.

2) Dispositions concernant les citoyens français de statut civil de droit commun.

a) Dans le cadre de la législation algérienne sur la nationalité, la situation légale des citoyens français de statut civil de droit com-

mun est réglée selon les principes suivants :

Pour une période de trois années à dater du jour de l'autodétermination, les citoyens français de statut civil de droit commun :

- nés en Algérie et justifiant de dix années de résidence habituelle et régulière sur le territoire algérien au jour de l'autodétermination ;
- ou justifiant de dix années de résidence habituelle et régulière sur le territoire algérien au jour de l'autodétermination et dont le père ou la mère né en Algérie remplit, ou aurait pu remplir, les conditions pour exercer les droits civiques ;
- ou justifiant de vingt années de résidence habituelle et régulière sur le territoire algérien au jour de l'autodétermination, bénéficieront, de plein droit, des droits civiques algériens et seront considérés, de ce fait, comme des nationaux français exerçant les droits civiques algériens.

Les nationaux français exerçant les droits

civiques algériens ne peuvent exercer simultanément les droits civiques français.

Au terme du délai de trois années susvisé, ils acquièrent la nationalité algérienne par une demande d'inscription ou de confirmation de leur inscription sur les listes électorales ; à défaut de cette demande, ils sont admis au bénéfice de la convention d'établissement.

b) Afin d'assurer, pendant un délai de trois années, aux nationaux français exerçant les droits civiques algériens et à l'issue de ce délai, de façon permanente, aux Algériens de statut civil français, la protection de leur personne et de leurs biens et leur participation régulière à la vie de l'Algérie, les mesures suivantes sont prévues :

Ils auront une juste et authentique participation aux affaires publiques. Dans les assemblées, leur représentation devra correspondre à leur importance effective. Dans les diverses branches de la formation

publique, ils seront assurés d'une équitable participation.

Leur participation à la vie municipale à Alger et à Oran fera l'objet de dispositions particulières.

Leurs droits de propriété seront respectés. Aucune mesure de dépossession ne sera prise à leur rencontre sans l'octroi d'une indemnité équitable préalablement fixée.

Ils recevront les garanties appropriées à leurs particularismes culturels, linguistiques et religieux. Ils conserveront leur statut personnel qui sera respecté et appliqué par des juridictions algériennes comprenant des magistrats de même statut. Ils utiliseront la langue française au sein des assemblées et dans leurs rapports avec les pouvoirs publics.

Une association de sauvegarde contribuera à la protection des droits qui leur sont garantis.

\* **Source : les accords d'Evian.**